



SEANCE DE TRAVAIL DE MADAME LA PRESIDENTE DE LA
REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT DE TRANSITION AVEC LES
REPRESENTANTS DES SITES DES DEPLACES,

Stade 20000 Places, le 16 Avril 2014

**MOTS INTRODUCTIFS DE MADAME LA PRESIDENTE DE LA
REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT**

Monsieur le Président du Conseil National de Transition,

Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Mesdames, Messieurs les Membres du Gouvernement,

Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de missions diplomatiques et consulaires,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales et
Humanitaires,

Madame la Présidente de la Délégation Spéciale de la Ville de Bangui,

Mesdames, Messieurs les Membres des cabinets de la Présidence, de la Primature et
du Conseil National de Transition,

Eminentes Personnalités Religieuses de toutes les confessions,

Mesdames, Messieurs les Notables de Bangui, Bimbo et Begoua,

Mesdames, Messieurs les Représentants des sites des Déplacés,

Distinguées Personnalités, Chers compatriotes,

Comme vous le savez tous, notre pays traverse depuis quelques mois déjà la crise la plus grave de son histoire. Les violents affrontements entre les ex rebelles Séléka et les Antibalaka qui ont secoué la ville de Bangui le 5 décembre 2013 avaient fait plusieurs centaines de morts. Afin d'éviter les combats et de trouver une zone de

sécurité, plusieurs personnes ont du se déplacer. Ainsi, mes chers compatriotes, vous vous êtes réfugiés principalement dans des églises, des mosquées, des écoles, des bâtiments publics, à l'aéroport de Bangui Mpoko et dans des sites situés dans la ville de Bangui et dans les communes environnantes de Bégoua et Bimbo. Soixante neuf sites de refuges avaient été répertoriés début février comprenant 922 000 personnes déplacées avec un peu plus de 400 000 à Bangui.

D'autres d'entre vous, dont le nombre est indéterminé, avaient également rejoint des familles d'accueil situées dans des zones où les affrontements étaient moins intenses.

Vos conditions de vie sont épouvantables dans la plupart des sites d'hébergement et dans les familles d'accueil. Dans ces sites, vos familles et vous-mêmes dormez en plein air ou dans des abris de fortune, même sous la pluie. Dans les familles d'accueil, les personnes sont entassées dans des pièces exigües.

Je sais par ailleurs que de nombreux déplacés retournent chez eux pendant la journée mais passent la nuit dans les sites, craignant des attaques nocturnes commises par des éléments armés.

Il se pose aux personnes déplacées des problèmes d'eau et d'assainissement, d'alimentation, d'hygiène et de santé primaire. Sur plusieurs sites à Bangui et dans l'arrière pays, vous vivez dans des conditions de précarité insupportables.

La situation critique de l'Etat centrafricain depuis les événements du 24 mars 2013 ne lui permet plus d'honorer convenablement ses engagements, d'assumer efficacement sa mission de service public, de répondre aux attentes des populations mais surtout de faire face à la dramatique situation humanitaire des populations.

Face à cette grave situation, nous avons tout de suite compris que l'aide humanitaire d'urgence ne pouvait être fournie que par la communauté internationale. C'est pourquoi, tout a été mis en œuvre pour obtenir l'appui des partenaires de la communauté internationale mais aussi des organisations non gouvernementales internationales pour qu'ils volent au secours de nos populations en détresse. C'est le sens des appels que le Gouvernement et moi-même avons lancés de manière pressante au lendemain de l'aggravation de la crise, aussi bien à Bangui que lors de mes déplacements à l'étranger et qui ont permis les différentes interventions d'urgence que vous connaissez.

Des partenaires vous ont apporté une assistance humanitaire Mais je sais que cette assistance reste bien en deca de vos besoins. Sachez que ces partenaires rencontrent d'énormes difficultés pour la mobilisation de leur appui. Il en est de même pour la distribution des vivres, des médicaments et des biens.

C'est le lieu de témoigner à la communauté de tous les généreux donateurs notre profonde gratitude et notre sincère reconnaissance pour tout ce qui a été fait et

pour tout ce qui continue d'être fait grâce à quoi la République Centrafricaine a évité de justesse une catastrophe humanitaire.

Mais tout en saluant la mobilisation de la communauté internationale, je reste convaincue pour ma part qu'il nous revient à nous Centrafricains de développer toutes les capacités et de prendre toutes les initiatives allant dans le sens de solutions durables aux problèmes auxquels nous sommes confrontés dont celui des déplacés internes que je veux aborder avec vous aujourd'hui.

Mes chers compatriotes,

Les urgences sécuritaires qui se sont imposées comme la priorité des priorités de mon action à la tête du pays depuis le 23 janvier dernier ont fait que j'ai donné l'impression de ne pas beaucoup me préoccuper du sort de mes compatriotes en difficulté extrême sur ces sites. Car comment être en paix en sachant que j'ai mes mamans, mes sœurs, mes enfants, mes frères qui souffrent dans des abris de fortune ?

Croyez-moi, la question des déplacés internes et des réfugiés qui vivent l'invivable, de protection de la population civile prise en otage par les milices armées nous préoccupent jour et nuit. Mais tout en inscrivant dans l'urgence et la priorité de mon action le rétablissement de la sécurité et l'autorité de l'Etat dans l'ensemble du pays, il me fallait ouvrir les couloirs humanitaires et faciliter le travail des Organisations Non Gouvernementales (ONG) afin d'acheminer l'aide et apporter l'assistance nécessaire dont ont besoin les populations en détresse et organiser le retour des déplacés internes et externes à leur domicile.

Des efforts notables ont ainsi été enregistrés depuis le mois de janvier. Les récentes estimations publiées le 16 avril 2014 par la coordination humanitaire (OCHA), atteste d'une évolution positive. Le nombre des sites a progressivement régressé, passant de 69 sites en février 2014 à sites en avril 2014.

Les enquêtes menées ont montré qu'environ 80% des personnes déplacées internes souhaitent retourner dans leurs communautés respectives mais craignent pour leur sécurité.

C'est pourquoi, les mesures devant faciliter les retours des déplacés chez eux ont pris depuis quelques mois une place tout aussi importante dans mes préoccupations actuelles. Mais auparavant, je sais qu'un certain nombre de questions doivent être

résolues au préalable, dont l'indispensable et important travail de sécurisation des zones de retour.

C'est dans cette perspectives qu'une série de rencontres a été organisées au mois d'avril, en partenariat avec la communauté internationale, avec les maires des huit arrondissements de Bangui, de Begoua et Bimbo, les chefs de groupe et de quartiers de ces localités pour les mobiliser et les impliquer pleinement dans les interventions visant le retour et la réinstallation des personnes déplacées.

De même, une équipe de coordination stratégique des actions humanitaires placées sous la présidence du Ministre en charge de l'action humanitaire et impliquant les autres départements ministériels et les partenaires se réunit tous les mois pour faire le point des interventions et stratégies à mettre en œuvre.

Mais pour trouver ensemble les solutions à cette difficile situation des personnes déplacées, j'ai décidé d'avoir cette séance de travail aujourd'hui avec vous, responsables des sites des déplacés et d'échanger franchement avec vous sur les perspectives d'un retour volontaire dans vos foyers respectifs.

Sachant que ce sont d'abord les déplacés qui vivent dans leur chair et dans leur dignité cette situation intolérable, il me semble judicieux de les écouter. C'est pour cela qu'à défaut d'aller directement sur les sites, j'ai préféré sortir du Palais Présidentiel pour venir vers vous et vous écouter, vous les principaux responsables de ces sites. Car, il est extrêmement important que nous fassions une évaluation périodique de la situation sur le terrain avant d'envisager les pistes de solutions les plus appropriées pour la suite.

Mes chers compatriotes,

Au-delà de cet exercice, je reste aussi convaincue que la solution la plus adéquate sinon idéale au problème des déplacés, c'est leur retour effectif et dans la sécurité au sein de leur foyer respectif.

Il y en a qui l'ont déjà fait et je salue leur geste et leur patriotisme sinon leur sens de l'honneur et de la fierté de soi. Il y en a qui veulent bien le faire mais qui hésitent ou qui ne le peuvent pour diverses raisons. Beaucoup ont tout perdu en quittant leur domicile. Il faut qu'on en parle ouvertement et en toute franchise.

Je rappelle simplement que dans tous les pays où se produit le phénomène de déplacés internes, il arrive un moment où il faut quitter les zones de refuges ou les personnes vivent dans des conditions humanitaires épouvantables. Evidemment me diriez-vous quand les conditions sont réunies ! Mais mes frères et sœurs, la situation

est grave et peut-être que si nous voulons que toutes les conditions soient réunies, nous risquerions d'attendre longtemps. Je crains beaucoup qu'avec les pluies précoces qui tombent déjà, non seulement les conditions de logement deviennent plus compliquées pour les déplacés mais qu'un cortège de maladies s'y mêle, surtout pour les franges vulnérables que sont les femmes et les enfants.

Il y a les sites pilotes que le Ministère de la Santé, des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire a mis en place dans certains arrondissements de Bangui au bénéfice des déplacés avec l'appui des ONG humanitaires. Je vous exhorte et vous encourage à en faire une opportunité dans la situation où vous êtes. Mais une fois de plus, si cela est possible, c'est davantage vers vos domiciles que je préfère que vous vous dirigiez. Car, malgré notre situation de misère, nous devons rester dignes et fiers de nous comme le Président Barthélémy BOGANDA nous l'avait recommandé.

J'en appelle par ailleurs à la solidarité familiale et communautaire qui a toujours caractérisé les centrafricains pour que les familles puissent accueillir ceux d'entre eux qui sont en difficulté et leur permettre ainsi de sortir des sites des déplacés.

Toutefois, des solutions ont été envisagées pour les divers sites, notamment pour celui de l'aéroport qui abrite plus de 70 000 déplacés provenant des quartiers de Boeing, Kokoro, Gbaya Dombia, Combattant et ayant comme activité principale le maraichage et les cultures vivrières.

Cette situation a non seulement aggravé le problème d'insécurité mais a aussi créé une rupture d'accès à la nourriture sur les marchés et du coup entraîne le risque d'une insécurité alimentaire.

C'est pourquoi, il est impératif de désengorger le site de l'Aéroport, d'accompagner positivement le retour des déplacés, d'aider les ménages à reprendre les activités maraîchères et vivrières.

Le Gouvernement, à travers le Ministère en charge du Développement Rural, avec l'appui des partenaires traditionnels (BM, FAO, PAM, Coopération Allemande), les ONG (ACF, OIM), la Fédération des Maraichers, les Organisations des Femmes (CNOP-CAF) sont en train de mettre en œuvre un projet de relance des activités maraîchères et vivrières dans la ceinture de Bangui en général et sur le site de Ngoulekpa en particulier pour apporter une solution d'urgence aux déplacés fortement éprouvés.

Je reste à votre écoute et vous remercie pour votre bienveillante attention.